

Avenant n° 99 sur les salaires

ENTRE LES ORGANISATIONS SUIVANTES :

D'une part, pour les employeurs :

**UNION SYNDICALE NATIONALE
DES EXPLOITATIONS FRIGORIFIQUES**
5 rue Kepler
75116 PARIS

D'autre part, pour les salariés :

FEDERATION CFE – CGC AGRO
70 rue du Rocher
75008 PARIS

**FEDERATION GENERALE DES
TRANSPORTS (C.F.T.C.)**
29 avenue Henri Ginoux
92120 MONTROUGE

**FEDERATION GENERALE
AGRO-ALIMENTAIRE (C.F.D.T.)**
47/49 avenue Simon Bolivar
75019 PARIS

**FEDERATION NATIONALE AGROALIMENTAIRE
ET FORESTIERE (CGT)**
263 rue de Paris case 428
93514 MONTREUIL CEDEX

FGTA- FO
15 avenue Victor Hugo
92170 VANVES

ONT ARRETE LES DISPOSITIONS SUIVANTES :

Article 1 – salaires minima

1) L'article 2 de l'annexe I de la convention collective nationale tel que modifié par l'avenant n° 98 du 23 juin 2023 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« A compter du 1^{er} mars 2024, les salaires minima garantis sont les suivants, sous réserve du respect des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance :

Coefficient	salaire horaire minimum	salaire mensuel minimum
125	11,89	1803,36
135	11,94	1810,94
155	12,02	1823,07
175	12,12	1838,24
195	12,62	1914,08
225	13,17	1997,49
235	13,47	2042,99
265	15,46	2344,82
275	15,73	2385,77
295	16,85	2555,64
305	17,28	2620,86
315	17,89	2713,38
335	18,62	2824,10
345	19,15	2904,48
355	19,17	2907,51
505	27,34	4146,66
555	30,07	4560,72
605	32,79	4973,26
655	35,54	5390,35
705	38,27	5804,41

Il est rappelé que :

- le calcul des primes panier et des frais de déplacement prévus par la convention collective nationale, sont calculés sur la base du minimum garanti fixé par l'avenant n° 65 du 31 mai 2003. »

Conformément à l'article 3.1 de l'avenant n° 3 à l'accord sur la classification des postes dans les exploitations frigorifiques, du 9 mars 2021, qui a supprimé les coefficients 165 – 185 – 215 – 255 – 285 – 325 – 455, il est rappelé que les salariés actuellement classés aux coefficients supprimés seront, du fait de cette suppression, classés automatiquement au coefficient immédiatement supérieur.

Eu égard à ce changement automatique de coefficient, les employeurs de la branche veillent au respect du salaire minimal conventionnel correspondant à ce coefficient supérieur en application de la grille de salaires telle que figurant dans le présent article.

Article 2 – prime de froid

A compter du 1^{er} mars 2024, l'article 13 « Prime de froid » de l'Annexe II Ouvriers et Employés, tel que modifié par l'avenant 90 du 8 avril 2021 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Une prime dite « de froid » est versée au personnel Ouvriers/Employés, réalisant des travaux au froid, dans les conditions exposées ci-après.

1. Travail habituel au froid

Le personnel ouvrier/employé travaillant au froid au moins 3 heures 1/2 par jour et ce, au moins 8 jours par mois, ces conditions étant cumulatives, bénéficie d'une prime de froid fixée comme suit :

- *tout travail réalisé dans une atmosphère dont la température artificielle ambiante est habituellement comprise entre – 5 °C et + 2°C, ouvre droit à une prime forfaitaire d'un montant de 36,27 euros ;*
- *tout travail réalisé dans une atmosphère dont la température artificielle ambiante est habituellement inférieure à – 5 °C, ouvre droit à une prime forfaitaire d'un montant de 90 euros.*

2. Travail occasionnel au froid

Le personnel ouvrier travaillant au froid au moins 3 heures 1/2 par jour et moins de 8 jours par mois, bénéficie d'une prime de froid fixée comme suit :

- *tout travail réalisé dans une atmosphère dont la température artificielle ambiante est habituellement inférieure à – 5 °C, ouvre droit à une prime forfaitaire d'un montant de 3,59 euros par jour travaillé au froid.*

3. Dispositions communes

Cette prime de froid ne peut se cumuler avec tout autre avantage versé au sein de l'entreprise dès lors que ce dernier a le même objet.»

Article 3 - Egalité professionnelle

Les signataires du présent avenant entendent rappeler aux entreprises couvertes par la présente convention collective les dispositions de l'article L 2241-9 du Code du Travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 4 - Dépôt - extension

La nature et les dispositions du présent avenant ne nécessitent pas d'aménagements spécifiques pour les entreprises employant moins de 50 salariés, conformément à l'article L 2261-23-1 du Code du Travail.

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du Code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Fait à Paris, le 22 mars 2024,

SIGNATURES

USNEF

FGA – CFDT

CFE – CGC AGRO

FGT - CFTC

FNAF CGT

FGTA- FO